

Monde
12-13/4/70

sementer plus rapidement encore que les autres : celle qui consiste à croire que les appels à la discipline, au « contrôle du parti », résoudre tous les problèmes. A ce conservatisme sommaire, les trois savants opposent un cours tout différent, celui de la démocratisation.

Il n'existe malheureusement pas la moindre chance de voir leurs demandes acceptées, du moins tant que M. Brejnev et l'« appareil » qu'il incarne se trouveront au pouvoir. Le programme de M. Sakharov ressemble à s'y méprendre, en effet, à celui du « printemps de Prague », entrepris lui aussi au nom de la « démocratisation », et contre lequel la direction soviétique a fait donner ses chars en août 1968. A Prague aussi, le point de départ avait été la découverte d'un dangereux « clivage » entre la couche dirigeante et l'intelligentsia, et c'est par un « mariage » de raison entre ces deux éléments que M. Dubcek avait tenté de redonner vie au système.

Le malheur est que ce programme laisse de côté le dilemme fondamental qu'un autre contestataire soviétique, l'historien André Amalrik, formule ainsi : « Pour que le régime se maintienne, il doit se transformer ; mais, pour qu'ILS se maintiennent (entendons l'appareil dirigeant actuel), tout doit rester en l'état. » La réforme économique, par exemple, qui apparaît de toute évidence nécessaire à l'assainissement de l'économie du pays, a été volontairement freinée par le parti, qui craignait de voir réduit son contrôle dans les usines et les administrations. Tout indique que si le principal promoteur de cette réforme, M. Kossyguine, doit quitter le gouvernement, même les résultats très partiels obtenus dans cette voie depuis 1965 se trouve-

LE COLONEL PAPADOPOULOS INVITE LES JUGES D'ATHÈNES A LA RIGUEUR

Selon des bruits qui courent à Athènes, plusieurs condamnations à mort pourraient être prononcées au procès du réseau Défense démocratique qui est sur le point de s'achever. La législation en vigueur ne prévoit aucune possibilité de grâce. Certains s'attendaient même à une première exécution dans la journée de samedi.

Une phrase du colonel Papadopoulos, au cours d'une conférence de presse tenue vendredi, justifie évidemment toutes les appréhensions. « Les magistrats, a-t-il dit, commettent un grand crime lorsqu'ils se montrent cléments à l'égard des criminels. Ils doivent faire passer la raison avant le sentiment et l'humanitarisme. »

Reste à savoir si ce n'est pas la raison précisément qui devrait convaincre les juges d'Athènes de faire place, pour employer leur langage, au « sentiment et à l'humanitarisme ». Justement alarmée par les révélations faites au cours du procès sur le recours fréquent à la torture et à toutes sortes de pressions, l'opinion internationale ne pourrait pas accorder la moindre confiance aux promesses de libéralisation faites le même jour par le président du conseil grec si l'affaire connaissait le dénouement tragique que l'on est en droit de redouter. Avant les colonels d'Athènes, bien d'autres ont cru pouvoir se débarrasser de l'opposition par la violence ; il est rare qu'ils n'aient pas, en fin de compte, obtenu l'effet contraire. — A. F.